

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'UNITÉ
OIES – Océan indien : espaces et sociétés

SOUS TUTELLE DES ÉTABLISSEMENTS ET
ORGANISMES :

Université de La Réunion – U La Réunion

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025
VAGUE E



Au nom du comité d'experts :

Catherine Fournet-Guérin, présidente du comité

Pour le Hcéres :

Coralie Chevallier, présidente

En application des articles R. 114-15 et R. 114-10 du code de la recherche, les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts sont signés par les présidents de ces comités et contresignés par la présidente du Hcéres.

Pour faciliter la lecture du document, les noms employés dans ce rapport pour désigner des fonctions, des métiers ou des responsabilités (expert, chercheur, enseignant-chercheur, professeur, maître de conférences, ingénieur, technicien, directeur, doctorant, etc.) le sont au sens générique et ont une valeur neutre.

Ce rapport est le résultat de l'évaluation du comité d'experts dont la composition est précisée ci-dessous. Les appréciations qu'il contient sont l'expression de la délibération indépendante et collégiale de ce comité. Les données chiffrées de ce rapport sont les données certifiées exactes extraites des fichiers déposés par la tutelle au nom de l'unité.

MEMBRES DU COMITÉ D'EXPERTS

Présidente : Mme Catherine Fournet-Guérin, Sorbonne Université

Expert : M. Jean-Michel Minovez, Université Toulouse 2 – Jean Jaurès (représentant du CNU)

REPRÉSENTANT DU HCÉRES

M. Arnaud Banos

REPRÉSENTANT DES ÉTABLISSEMENTS ET ORGANISMES TUTELLES DE L'UNITÉ DE RECHERCHE

M. Patrick Mavingui, Université de La Réunion

CARACTÉRISATION DE L'UNITÉ

- Nom : Océan Indien : Espaces et Sociétés
- Acronyme : OIES
- Label et numéro : UR 12
- Composition de l'équipe de direction : M. Yao Téléphore Brou (directeur) / Mme Félicité Indravati (directrice adjointe)

PANELS SCIENTIFIQUES DE L'UNITÉ

SHS Sciences humaines et sociales

SHS7 Espace et relations hommes/milieus

SHS6 Histoire générale du passé et des savoirs

SHS5 Cultures et productions culturelles

THÉMATIQUES DE L'UNITÉ

La thématique choisie par l'unité est adossée à une aire régionale, le sud-ouest de l'Océan Indien. Il s'agit d'étudier « les sociétés de l'Océan Indien avec un double cheminement sur le présent (environnement, géopolitique, histoire immédiate), mais aussi les fondamentaux d'un présent qui "vient toujours de loin" (monde insulaire, esclavage, démographie, patrimoine) », comme le stipule le dossier d'autoévaluation. Cet affichage montre clairement la volonté de ne pas séparer recherches en histoire et recherches en géographie.

Elle est organisée en deux axes dits transversaux :

- Territoires, patrimoines, tourisms,
- Sociétés et pouvoirs.

L'unité présente une situation de bi-disciplinarité que le comité sait parfois difficile à gérer et animer, et dont le dossier d'autoévaluation a su rendre compte de manière positive, signe d'un effort commun. Les historiens appartiennent tous à la section 22 du CNU, tandis que les géographes sont tous rattachés à la section 23. L'organigramme présenté fait état du fait que les axes, s'ils sont thématiquement à dominante histoire ou géographie, intègrent chacun des enseignants-chercheurs historiens et géographes. La description thématique du contenu des axes montre cependant une nette coloration disciplinaire constitutive de chacun.

HISTORIQUE ET LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DE L'UNITÉ

L'OIES est localisée à la faculté des lettres et sciences humaines de l'université de La Réunion, sur le campus principal du Moufia de l'université à Saint-Denis de La Réunion. Elle a quinze ans (2009) et est issue de la fusion à cette date d'un centre de recherche en histoire et d'un autre en géographie. Depuis lors, cette bipartition a disparu de l'affichage au profit de deux axes qui proposent de rassembler chacun des historiens et des géographes, mais elle a longtemps subsisté dans le fonctionnement interne de l'unité au quotidien. Le renouvellement total de la direction en 2023 et les changements décidés dans la manière de faire fonctionner l'unité (en termes de gestion du budget notamment) ont marqué une étape dans le processus d'unification.

L'unité est géographiquement éloignée de la France hexagonale. Elle est la seule d'histoire et de géographie dans son environnement français et francophone (à part à Madagascar) de l'Océan Indien occidental.

ENVIRONNEMENT DE RECHERCHE DE L'UNITÉ

En termes scientifiques, l'UR est membre de la fédération de recherches de l'université, appelée Observatoire des sociétés de l'Océan Indien (OSOI). La situation d'insularité explique en partie le petit nombre de structures institutionnelles autour de l'unité : il n'existe qu'une seule université sur ce territoire ultra-marin et insulaire. Cela permet simplicité et proximité des interactions avec les acteurs institutionnels.

En revanche, il existe des liens forts avec un environnement non académique appréciable, tels que des fondations ou des collectivités territoriales à La Réunion.

EFFECTIFS DE L'UNITÉ : en personnes physiques au 31/12/2023

Catégories de personnel	Effectifs
Professeurs et assimilés	5
Maîtres de conférences et assimilés	5
Directeurs de recherche et assimilés	0
Chargés de recherche et assimilés	0
Personnels d'appui à la recherche	1 (à mi-temps)
Sous-total personnels permanents en activité	11
Enseignants-chercheurs et chercheurs non permanents et assimilés	1
Personnels d'appui non permanents	2
Post-doctorants	0
Doctorants	26
Sous-total personnels non permanents en activité	27
Total personnels	39

RÉPARTITION DES PERMANENTS DE L'UNITÉ PAR EMPLOYEUR : en personnes physiques au 31/12/2023. Les employeurs non tutelles sont regroupés sous l'intitulé « autres ».

Nom de l'employeur	EC	C	PAR
U La Réunion	10	0	1
Total personnels	10	0	1

AVIS GLOBAL

OIES est une unité née en 2009, donc fonctionnant depuis bientôt une quinzaine d'années, à la suite d'une fusion entre deux centres de recherches en géographie, d'une part, et en histoire, d'autre part. Elle est de taille modeste, avec dix enseignants-chercheurs à la fin de la période, et 26 doctorants. Située sur l'île de La Réunion, elle est, sur place, la seule unité d'histoire et de géographie et la seule francophone dans le sud-ouest de l'Océan Indien. En dépit de ces contraintes, le travail scientifique mené de 2019 à 2023 est conséquent et s'insère bien dans les orientations scientifiques de l'établissement de tutelle qu'est l'université de La Réunion. OIES a également développé nombre de liens interpersonnels et de collaborations avec des universités de pays insulaires voisins, ainsi qu'avec l'Inde et la Tanzanie, entre autres.

Le projet scientifique de l'unité s'éloigne du seul projet de développer les études autour de l'Indianocéanie, et le comité salue cette diversification. En effet, le projet autour de cette notion avait été considéré comme peu convaincant lors de la précédente évaluation du Hcéres, et les productions mises en avant depuis lors montrent que le sujet a déjà été bien exploré. L'unité se projette désormais, d'une part, dans des thématiques liées aux changements environnementaux au sens large (santé et épidémiologie, ressources, dont en eau, vulnérabilité aux événements violents ou aux changements environnementaux lents) et, d'autre part, dans le développement de recherches liées aux formes diverses de patrimoine, matériel, immatériel, mémoriel, naturel, à La Réunion et dans les territoires voisins (Madagascar, Mozambique par exemple). L'unité affiche cependant des ambitions très larges en termes thématiques. Même si cela relève en partie du jeu de l'autoévaluation, le comité souligne une certaine dispersion thématique dans ces ambitions. En particulier, en histoire, il est annoncé des travaux portant sur toutes les périodes, dont notamment la période moderne, tandis que les membres publiants de l'unité sont tous contemporanéistes. Le comité comprend cependant qu'il s'agit d'une stratégie pour rester attractif au niveau national en proposant le plus large panel de sections CNU au recrutement possible.

L'action de l'unité pour aller chercher des contrats extérieurs lui permettant de financer des recherches est à saluer. Selon les années, jusqu'à 80 % de son budget provient de tels programmes de recherche financée,

notamment par l'Union européenne. Ces programmes sont nombreux et divers et témoignent d'un effort important mené durant la période du dernier contrat quinquennal. Le déploiement de cette énergie collective est à souligner.

L'attractivité de l'unité OIES se manifeste principalement par un nombre conséquent de doctorants, ainsi que par des recrutements d'enseignants-chercheurs sur des thématiques qui lui sont propres. Le ratio entre professeurs et maîtres de conférence est bon. Toutefois, le ratio se creuse entre membres titulaires en géographie (7) et en histoire (3), à la fin de la période et donc au début de celle qui s'ouvre, ce qui fragilise les équilibres en construction.

En matière de publications, le comité a pu clarifier lors des entretiens la question du nombre de publications, dissipant ainsi l'impression initiale d'un gonflement artificiel. Parmi les 91 articles cités, 79 sont donc retenus *in fine*. En termes de qualité, 21 % (17 sur 79) des articles sont publiés dans les Carnets de recherches de l'Océan Indien, soit une revue locale non référencée au niveau national, tandis que 29 sur 79 (soit 36 %) le sont dans La revue historique de l'Océan Indien, qui relève également d'une publication endogène. À elles deux, ces deux revues éditées localement représentent plus de la moitié de l'activité de publications d'articles de l'unité : cette proportion de supports de publications endogènes est très élevée. Il en va de même pour les chapitres d'ouvrages scientifiques, dont plusieurs sont des manuels universitaires. Peu d'ouvrages scientifiques sont publiés dans des collections nationales (un, aux PUR). La production est plus diversifiée et plus tournée vers l'extérieur pour les communications de colloque (11 participations dans des colloques internationaux, soit presque un quart du total recensé).

Les productions sélectionnées pour le portfolio sont peu convaincantes et ne rendent pas compte de la qualité d'ensemble des travaux de l'unité : une carte de la région très classique dans sa conception des enjeux territoriaux, l'affiche d'une table ronde d'une heure trente (probablement justifiée – maladroitement – par le fait qu'une doctorante de Columbia University y participait), la table des matières et l'introduction du livre Le Mozambique et le canal du Mozambique, une vidéo non accessible sur « Nommer l'Indianocéanie » et un chapitre d'ouvrage en anglais.

Le comité observe une présence modeste dans les instances nationales de la recherche institutionnelle et peu également dans les instances de publication (comité de revues reconnues). Il a conscience du fait que l'insularité et la position géographique dans l'hémisphère sud de l'unité constituent une limitation forte, mais il encourage tout de même ce type de participation, rendues un peu plus aisées depuis le développement des moyens de visioconférence ces dernières années, même s'ils ne sauraient se substituer aux rencontres sur sites. C'est important pour la visibilité de l'unité au niveau national et pour la progression de carrière de ses membres, tout comme pour son attractivité et pour stimuler la production scientifique. Nombre de travaux sont diffusés dans des supports de médias nationaux ou régionaux, ou dans des canaux institutionnels de La Réunion (collectivités territoriales) ou du voisinage (commission de l'Océan Indien).

En termes institutionnels, des progrès réels ont été accomplis en peu de temps, avec l'arrivée d'une nouvelle direction très récemment (début 2023), qui a assumé le bilan de la précédente tout en instaurant un climat de confiance dans l'équipe des enseignants-chercheurs et en mettant en œuvre des changements rapides, visibles et appréciés des membres dans les modalités de fonctionnement, en particulier dans la transparence quant à la ventilation du budget. La direction est désormais doublement paritaire, avec un homme en tant que directeur et une femme en tant que directrice adjointe, et un géographe et une historienne. C'est un progrès significatif. Une gouvernance par « démocratie directe » a été mise en place, marquant une rupture radicale avec les pratiques précédentes. Le comité le salue, tout en indiquant qu'il convient par la suite de mettre en place des instances réglementaires, dont un conseil d'unité formel, avec des procédures de vote et une représentativité des membres. L'unité doit encore améliorer son fonctionnement unitaire. Le budget est resté séparé entre membres historiens et membres géographes jusqu'à 2024, ce qui était gênant. La nouvelle direction y a mis fin dès son arrivée. La vie de laboratoire est réelle, se manifestant notamment à travers des séminaires internes et transversaux, avec d'autres unités de recherche comme le laboratoire sur les espaces créoles et francophones, mais est à renforcer, notamment vis-à-vis des doctorants pour lesquels une intégration collective accrue est à mettre en place. Durant la période 2019-2023, deux maîtres de conférences ont soutenu leur habilitation à diriger des recherches au sein de l'unité, ce qui est à saluer. Le site web de l'unité est inactif et obsolète. Or c'est important pour la visibilité de l'unité au sein de l'université et surtout depuis l'extérieur, à différentes échelles (La Réunion, l'Océan Indien occidental, la communauté mondiale des chercheurs s'intéressant à cet espace).

L'avis global souligne le travail collectif mené ces dernières années, dans un contexte difficile en raison de la diminution drastique des effectifs d'enseignants-chercheurs (huit postes perdus durant la dernière décennie), de la pandémie de Covid-19 et enfin de l'éloignement géographique par rapport au milieu universitaire français, la cause précédente ayant renforcé cette dernière durant la période considérée par l'évaluation. De gros efforts visant à améliorer de la vie institutionnelle ont été menés, la fusion enfin aboutie entre historiens et géographes est mise en œuvre dans les faits depuis 2024 et le projet scientifique est bien plus convaincant et reflète mieux l'ancrage scientifique universitaire et territorial, tout comme les recherches des membres

enseignants-chercheurs. Il reste à mieux promouvoir une culture de la publication à un niveau national et international avec une diversification des supports et une montée en qualité de ceux-ci pour une partie qui reste trop importante de publications secondaires ou locales, non reconnues par les deux communautés scientifiques des historiens et des géographes. C'est important pour l'unité et pour ses membres, qui n'en seront que plus valorisés et reconnus.

ÉVALUATION DÉTAILLÉE DE L'UNITÉ

A - PRISE EN COMPTE DES RECOMMANDATIONS DU PRÉCÉDENT RAPPORT

L'unité de recherche a pris en compte plusieurs des recommandations émises par le comité précédent. En particulier, la présentation des deux axes n'apparaît plus comme relevant d'une dichotomie disciplinaire entre histoire d'un côté et géographie de l'autre. Cet effort reste cependant imparfait puisqu'il est clairement écrit que l'axe Sociétés et pouvoirs a pour champs privilégiés « l'histoire sociale, culturelle et politique » et qu'il recouvre des « travaux des enseignants-chercheurs historiens ». On y relève cependant des thématiques géopolitiques en ce qui concerne l'étude de l'Indianocéanie. Le second axe ne mentionne pas l'intégration de travaux d'historiens dans ses approches (patrimoine, tourisme, vulnérabilités, environnement, santé). Un gros travail scientifique, de publication et de médiatisation, a été mené pour faire travailler les membres de l'unité autour de la notion d'Indianocéanie. En outre, deux enseignants-chercheurs de l'équipe ont soutenu leur HDR durant la période, ce qui constituait une recommandation du rapport précédent. Le renforcement des contacts internationaux est réel.

En revanche, il n'a pas été possible de retourner la tendance à la baisse des effectifs. Cela ne relève pas de la seule faible attractivité de l'unité mais bien d'une politique d'ensemble concernant la révision annuelle des effectifs. L'objectif demandé de davantage publier dans des supports de référence et en langue autre que le français n'a pas été réellement atteint, même si le dossier indique neuf publications en anglais, dont trois sont dans des revues internationales référencées. Le développement de doctorats en cotutelle reste peu mis en place (trois thèses en cotutelle, avec Madagascar exclusivement), ce qui est dommage.

B - DOMAINES D'ÉVALUATION

DOMAINE 1 : PROFIL, RESSOURCES ET ORGANISATION DE L'UNITÉ

Appréciation sur les objectifs scientifiques de l'unité

L'unité affiche des objectifs internationaux, qui s'inscrivent tout d'abord dans le périmètre géographique de recherche, portant principalement sur l'espace insulaire du sud-ouest de l'Océan Indien, dénommé Indianocéanie. Ces objectifs sont en partie réalisés en ce qui concerne les recherches menées et leur valorisation par des productions scientifiques. Sa stratégie scientifique s'est beaucoup renforcée au cours de la période considérée. Elle est conforme à la « signature scientifique » de l'université de La Réunion. En interne, un gros effort a été mené afin de résorber la dichotomie entre historiens et géographes et leur fonctionnement en parallèle. L'unité a développé ses actions en direction de son environnement local, politique et institutionnel, économique et culturel.

Appréciation sur les ressources de l'unité

L'unité bénéficie d'une dotation de la part de l'université qui est caractérisée par de très grandes variations, qui ne sont pas propices à une projection sereine dans un moyen terme. La quête réussie de ressources propres remédie en partie à cette situation, à travers des programmes de recherche financés à gros budget. L'unité a développé une identité de laboratoire, qui est affichée vis-à-vis de l'université et surtout des acteurs extérieurs à travers la dénomination d'Indianocéanie. Cette identité structure nombre d'activités collectives, pas toutes cependant. Certaines relèvent bien davantage de la thématique centrale de l'université de La Réunion, centrée sur l'étude des changements globaux et de la résilience en lien avec les objectifs du développement durable. À travers ces recherches, qu'elles s'inscrivent plutôt dans le champ de l'histoire sociale et culturelle, moderne et contemporaine (l'histoire et la diplomatie et les relations internationales, à La Réunion et dans l'Océan Indien, l'histoire de l'esclavage et de la colonisation), ou bien dans la géographie, notamment de la santé, environnementale et climatique, ainsi que dans le champ du patrimoine et du tourisme, l'unité s'assure une bonne visibilité dans son environnement sociétal à La Réunion comme dans les autres îles de l'Océan Indien, notamment francophones.

Appréciation sur le fonctionnement de l'unité

L'unité répond aux exigences de fonctionnement réglementaires nationales et locales. Le comité apprécie le fait que la direction soit paritaire, tant en genres qu'en disciplines (un géographe, une historienne). Elle fait face à la diminution continue de ses effectifs d'enseignants-chercheurs depuis plus de dix ans, ce qui la fragilise et rend plus difficile la mise en œuvre de ses objectifs. En outre, si elle dispose d'une personne BIATSS dévouée qui s'occupe de la gestion financière exclusivement, la fiche de poste de cette personne n'octroie que 50 % de son temps de travail à OIES, et il manque à l'unité un personnel spécialisé sur les nouvelles attentes du monde académique (éthique, pilotage des bases de données des programmes, protocoles d'éthique, d'archivage numérique par exemple). L'unité est implantée sur le campus de Saint-Denis de La Réunion où elle dispose de locaux hérités d'une situation ancienne qui défavorise notamment les historiens, titulaires comme doctorants. Les conséquences de la pandémie sur l'unité n'ont été que peu prises en compte, or cela a fortement affecté tant les personnels individuellement que la vie collective, les doctorants et la mobilité géographique extra-insulaire.

1/ L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques pertinents.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité, désormais âgée de quinze ans, est solidement ancrée dans son environnement à La Réunion comme dans l'Océan Indien occidental. Elle a choisi cette situation géographique comme point commun des recherches qu'elle mène. Son environnement de recherche, tant politique que culturel, suscite un questionnement scientifique qui l'a conduite à développer la notion d'Indianocéanie. Les chercheurs membres de l'unité partent de l'espace régional d'une part, et du contexte institutionnel réunionnais et régional (la Commission de l'Océan Indien), d'autre part, pour développer la notion pré-citée. Cela est apparu comme un choix fédérateur pour l'unité dans les années 2010. Une politique de recherche a été développée afin de renforcer la notion d'Indianocéanie, à travers des publications, l'organisation de manifestations scientifiques et la création, en 2017, et l'animation depuis lors de presses universitaires hébergées et soutenues par l'établissement.

Les liens avec la politique de l'établissement sont clairement affichés. En interne, la réorganisation en deux axes répond à la stratégie de recherche interdisciplinaire affichée. L'unité a conscience de l'importance de développer les liens avec les organismes et les institutions réunionnaises et de l'Océan Indien occidental insulaire. La carte de l'Indianocéanie proposée dans le portfolio illustre cette dynamique.

Points faibles et risques liés au contexte

Les objectifs scientifiques mis en avant par l'unité sont ambitieux. En histoire, il est question de couvrir l'ensemble des périodes historiques, alors que tous les enseignants-chercheurs membres de l'unité sont des contemporanéistes, rattachés à la section 22 du CNU. L'explication tient dans la volonté que l'unité puisse être attractive auprès de candidats lors de la publication de postes nationaux de maîtres de conférences ou de professeurs, alors que l'éloignement géographique rend cette attractivité difficile.

En géographie, la situation est différente : les objectifs affichés sont centrés sur l'approche spatiale de l'Indianocéanie, alors que nombre de recherches sont menées sur des thématiques environnementales (vulnérabilité hydrique, climatique, santé) qui ne sont pas reliées à ce grand thème d'étude qui se veut fédérateur. Elles le sont en revanche avec la politique scientifique de l'établissement. Le comité salue le travail de clarification qui a été mené depuis le précédent rapport du Hcéres, mais souligne le fait que la notion d'Indianocéanie relève principalement de la volonté de doter d'une dénomination commune les îles de l'Océan Indien occidental, et non d'une démarche heuristique. Cela n'est pas un problème en soi, mais le fait qu'il s'agisse principalement de « recherches dans l'Océan Indien occidental » devrait être plus clairement assumé. Lors des auditions, l'équipe a clairement indiqué, davantage et bien plus clairement que dans le dossier d'autoévaluation remis au comité, que ce tournant avait été pris, qu'il fallait désormais entendre cette notion comme un cadre spatial, une « toile de fond » et que l'Indianocéanie n'était plus un terme moteur scientifiquement.

2/ L'unité dispose de ressources adaptées à son profil d'activités et à son environnement de recherche et les mobilise.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité, qui s'était montrée peu dynamique dans la recherche de ressources propres au cours des précédents contrats, a entrepris un changement sensible de politique par la réponse à plusieurs appels à projets compétitifs à différents niveaux. Pour la période concernée, six programmes ont été obtenus en tant que porteur, le laboratoire participant par ailleurs à trois autres contrats. Cela a eu pour principal effet d'accroître le rayonnement scientifique de l'unité, de mieux l'insérer dans les espaces de recherche à différents niveaux d'échelles et d'augmenter sensiblement ses capacités d'action financière. Il s'agit de succès que le comité salue et encourage.

L'accroissement des ressources propres a permis à l'unité de disposer de 258 397 € en 2022 et de 203 254 € en 2023. Cette situation résulte essentiellement des succès remportés dans les réponses aux appels à projets internationaux pour une somme de 206 187 € notifiée en 2022 et de 148 948 € en 2023. Ces ressources propres représentent ainsi environ 8 % du budget total en 2022 et en 2023.

Un budget est alloué aux doctorants et géré par eux grâce à deux représentantes élues (Lab Junior), à hauteur de 400 € par doctorant et par an, soit environ 10 k€, ce qui est conséquent à l'échelle des ressources du laboratoire mais faible au regard des tarifs des billets d'avion pour les mobilités régionales et internationales.

L'unité a beaucoup développé ses activités collectives de recherche durant la période considérée. Cela a commencé avec la fin de la séparation en deux axes disciplinaires. Il est mentionné de nombreuses activités, telles que des journées d'étude, des séminaires, dont celui des doctorants organisé avec l'unité LCF (Laboratoire sur les espaces créoles et francophones) ou encore les rencontres scientifiques organisées dans le cadre des programmes de recherche.

Points faibles et risques liés au contexte

En ce qui concerne les ressources, l'unité a débuté la période contractuelle sur une base de dotation historiquement basse, le plancher de dotation récurrente étant atteint en 2021 avec 23 696 €. En 2022, la dotation double quasiment (51 095 €) pour diminuer drastiquement en 2023 (soit - 32 % entre 2022 et 2023). Cette question de la volatilité de la dotation propre est un problème majeur qui est source d'incertitude pour l'unité qui ne peut pas planifier ses dépenses sur plusieurs années. Sur dotation propre, l'unité alloue 1 000 € par titulaire et par an, ce qui est faible compte tenu de l'éloignement géographique de l'unité. La répartition se fait de manière égale entre les dix membres. De plus, l'effort de financement ne doit pas reposer que sur la recherche de programmes par les membres de l'unité. Par ailleurs, l'unité fait état du fait que, durant le précédent contrat quinquennal, et donc depuis sa création qui remonte tout de même à 2009, le budget n'était pas unitaire mais séparé entre membres historiens et membres géographes. Il s'agit d'un dysfonctionnement important, dont l'unité a conscience, et qui est désormais révolu.

L'unité comporte des géographes et des historiens, en proportion déséquilibrée, avec une surreprésentation des géographes : parmi les enseignants-chercheurs permanents, on compte sept géographes et seulement trois historiens. Cette situation est liée à des départs à la retraite nombreux durant la période considérée.

En ce qui concerne la vie de laboratoire, elle apparaît peu dans le DAE. Les auditions ont permis de mettre en évidence qu'il s'agit d'un point faible à renforcer. La réalisation d'un livret d'accueil pour les nouveaux doctorants est une piste à mettre en œuvre, tout comme des moments de rencontres plus fréquents entre membres (assemblée générale annuelle, moments de convivialité, séminaires internes autour de questions de méthodologie ou de pratiques de la recherche, par exemple).

L'évaluation du comité ayant eu lieu à distance, par le biais de visioconférences, les locaux de l'unité n'ont pas pu être visités *in situ*, ce que le comité regrette. Le DAE mentionne deux salles de travail pour les doctorants, une pour ceux en histoire et une pour ceux en géographie. Le sujet a été évoqué lors des discussions avec les enseignants-chercheurs et avec les doctorants : il en ressort que la situation est déséquilibrée entre historiens et géographes, en défaveur des historiens, pour des raisons externes à l'unité et relevant d'héritages et d'arbitrages considérés comme infondés. La direction est pleinement consciente du problème et s'efforce d'y remédier.

3/ Les pratiques de l'unité sont conformes aux règles et aux directives définies par ses tutelles en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement, de protocoles éthiques et de protection des données ainsi que du patrimoine scientifique.

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité est consciente des enjeux liés à la place des femmes dans le nombre de ses membres : elles sont quatre sur dix enseignants-chercheurs, ce qui n'est pas si déséquilibré cependant. Le choix effectué d'une parité de la direction, avec un directeur homme et une directrice adjointe femme, présenté comme volontariste, est salué par le comité.

Les conditions de travail au quotidien sont prises en compte. Les membres titulaires saluent unanimement un renouveau de la collégialité depuis l'arrivée de la nouvelle direction, la fin d'une gestion jugée verticale, un apaisement des relations et une meilleure ambiance collective.

Les pratiques de l'unité dans les domaines mentionnés sont conformes aux règles et directives édictées par l'université de La Réunion. Il en va de même pour ce qui est des protocoles de protection des données. Une politique active est menée pour numériser les travaux anciens, tout comme pour diffuser en ligne les travaux actuellement menés.

En ce qui concerne les objectifs de développement durable, l'unité en a conscience et mène une politique de sensibilisation de ses membres. Le comité insiste sur le fait que pour une unité éloignée de plus de 10 000 km de la France continentale, le fait que les membres puissent se déplacer en avion sans être défavorisés par rapport aux universités continentales est très important. Il en va de même dans l'autre sens pour l'accueil de personnes venues de France continentale ou d'autres pays, d'Afrique ou de l'océan Indien, dans une région du monde où les liaisons inter-îles internationales sont connues pour être parmi les plus chères du monde par kilomètre.

Points faibles et risques liés au contexte

Le dossier d'autoévaluation ne mentionne pas la prise en compte des questions d'éthique dans les démarches de recherche et de diffusion des résultats de celle-ci. En particulier, la mise en place du RGPD durant la période considérée n'est pas évoquée. Les entretiens ont permis d'identifier une des difficultés à l'origine de cette lacune : pour bien mener à bien ces nouvelles missions qui incombent aux unités de recherche depuis les années 2010, l'unité manque d'un personnel formé et dédié du type ingénieur d'études ou de recherches.

La période de la crise Covid n'est pas mentionnée dans le dossier d'autoévaluation en ce qui concerne son impact, pourtant important, sur les membres de l'unité, en particulier sur les doctorants, et enfin sur le fait que les déplacements depuis et vers l'île de La Réunion ont été suspendus durant une très longue période (plus d'un an, de mars 2020 à fin 2021 pour la levée des dernières restrictions aux voyages individuels internationaux). Or, les entretiens ont montré que cette situation a été vécue difficilement par les doctorants inscrits entre 2019 et 2021 et a généré des retards de recherche de terrain, de l'inquiétude et, pour certains, une précarité financière en raison de la fin des financements de thèse, insuffisamment prolongés par les instances (par la Région de La Réunion notamment pour les allocations locales de recherche). L'éloignement géographique entraîne des coûts très importants en billet d'avion et le budget est insuffisant à la fois pour les soutenances de thèse (3 k€ par soutenance) et pour les déplacements des membres, titulaires comme doctorants.

DOMAINE 2 : ATTRACTIVITÉ

Appréciation sur l'attractivité de l'unité

L'unité OIES s'est particulièrement investie, avec succès, dans les appels à projets compétitifs afin d'accroître ses ressources et de développer ses partenariats scientifiques. L'unité poursuit ainsi sa volonté de devenir un acteur clef de la réflexion régionale portant sur « l'Indianocéanie ». Le dynamisme s'est d'abord accru dans ses espaces de proximité, locaux et régionaux. Les partenariats internationaux au sein de l'océan Indien et dans l'espace non francophone restent à développer. Malgré les efforts déployés, l'unité souffre d'un manque d'organisation d'événements scientifiques primordiaux ou de coordination principale de projets majeurs, ainsi que de participation de ses membres à des comités de revues référencées, tout comme à des expertises scientifiques.

- 1/ L'unité est attractive par son rayonnement scientifique et s'insère dans l'espace européen de la recherche.
- 2/ L'unité est attractive par la qualité de sa politique d'accompagnement des personnels.
- 3/ L'unité est attractive par la reconnaissance de ses succès à des appels à projets compétitifs.
- 4/ L'unité est attractive par la qualité de ses équipements et de ses compétences techniques.

Points forts et possibilités liées au contexte pour les quatre références ci-dessus

L'identité forte d'OIES reste centrée sur « l'Indianocéanie » ; les principales manifestations scientifiques de l'unité en découlent, telles que le colloque sur « le Mozambique » en avril 2018, davantage encore celui intitulé « Nommer l'Indianocéanie. Histoire et Actualités politiques des îles du sud-ouest de l'Océan Indien » qui s'est déroulé en octobre 2023. On peut y ajouter la semaine de l'histoire de l'Indianocéanie – rendez-vous annuel de l'Association historique internationale de l'Océan Indien – dont celle de 2022 avait pour thème « Les fêtes dans les pays de l'Indianocéanie ». Cette identité se traduit par la création ou la prise de responsabilité au sein de revues qui y sont liées comme avec les Carnets de Recherches de l'Océan Indien. Ils sont aussi quelquefois amenés à présenter leurs travaux à l'étranger comme à Dar Es Salaam et à Addis Abeba comme invités dans des programmes ERAMUS. Ils sont aussi présents dans des colloques ou des congrès internationaux en Allemagne, aux États-Unis, à Los Angeles, Seattle, Tucson et encore à Montréal, Hagen ou Pune, dans l'État du Maharashtra en Inde. Une douzaine de participations à des événements scientifiques internationaux sont listés, en France comme à l'étranger.

Cette politique relationnelle s'est traduite, en retour, par l'accueil, au département de Géographie, d'universitaires de l'université de Zanzibar et d'Addis Abeba en mobilités ERASMUS qui ont été invités à présenter leurs recherches. En outre, deux enseignants-chercheurs invités ont été accueillis au cours de la période, l'un de l'université de Strasbourg, l'autre de l'université de Lausanne. En matière de stratégie des tutelles d'OIES concernant l'intégrité scientifique, une charte de déontologie a été adoptée au CA du 07/07/2022 portant, entre autres, sur la déontologie des enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs ainsi que sur la lutte contre les infractions académiques et la déontologie de la recherche. Dans le domaine de la science ouverte, un référent a été nommé par l'université, en 2022, afin d'aboutir à un schéma directeur de science ouverte au sein de l'université de La Réunion, avec « quatre grands axes : (1) publications ouvertes ; (2) données, codes et logiciels ; (3) réflexions sur les procédures internes d'évaluation de la recherche ; (4) Sciences par et pour la société. »

L'attractivité de l'unité se révèle par l'obtention de deux contrats européens – le projet INTERREG PATRIM-OI (Valorisation du patrimoine culturel de l'Océan Indien, portant sur différentes îles de la région, ainsi que sur le patrimoine colonial et postcolonial au Mozambique et en Tanzanie) et le projet MIC Tanzanie (mobilité internationale de crédits Erasmus, programme relevant de la catégorie Erasmus+) – représentant, à eux seuls, 309,7 k€ soit 63 % du total des ressources propres de l'unité (PATRIM-OI faisant aussi l'objet d'un financement complémentaire par un contrat avec les collectivités territoriales : 7 % de financement à ajouter). La deuxième source de financement relève des investissements d'avenir obtenus par l'université de la Réunion (55,9 k€ soit 17,5 % du total des ressources propres de l'unité) dont 11,4 % provient des réponses à appels à projets de l'OSOI (structure fédérative de recherche de l'université de la Réunion) et d'un projet incitatif financé par l'université de La Réunion (6,2 % du total des ressources propres). Viennent ensuite des contrats nationaux pour 36,2 k€, dont « Cartographie de l'Indianocéanie » pour 16,2 k€ (3,3 % des ressources propres) porté par OIES. Un contrat international (hors Europe) obtenu auprès du Social Sciences and Humanities Research Council of Canada (SSHRC), intitulé International Comparing Small Island States and Subnational Island Jurisdictions: Towards Sustainable Island Futures et portant sur l'appréhension du développement durable (en lien avec les ODD du PNUD) par les sociétés des petits territoires insulaires, clôture les six projets portés par OIES pour environ 1,4 % du total des ressources propres de l'unité. On ajoutera un autre contrat de la Fondation de France intitulé « Les savanes de la côte sous le vent à La Réunion » porté par l'UMR Passages de Bordeaux pour 17,8 k€ soit 3,6 % du total des ressources propres de l'unité. L'attractivité de l'unité se mesure aussi à sa capacité à obtenir des contrats doctoraux auprès des collectivités territoriales et locales (sept soit 18 % des thèses pour lesquelles nous connaissons l'origine des financements), aussi des agences françaises de financement public de la recherche (trois soit 7,7 % des thèses), d'établissements publics français (deux soit 5 % des thèses), auxquels s'ajoutent

un auprès de l'ANRT (une convention Cifre, soit 2,6 % – calculs obtenus en se fondant sur un effectif total de 40 doctorants) et un autre auprès d'une structure étrangère. Sur la période, trois conventions de cotutelles ont été signées, toutes avec des universités de Madagascar.

Dans la réalisation de ses objectifs, l'unité a pu s'appuyer sur un équipement particulièrement pertinent constitué par un laboratoire transversal destiné à apporter son expertise et ses compétences à l'ensemble des laboratoires de recherche de la FLSH, principalement à l'OIES. Ce laboratoire de cartographie a notamment permis de réaliser la carte de l'Indianocéanie.

Points faibles et risques liés au contexte pour les quatre références ci-dessus

La poursuite de la réflexion scientifique autour de « l'Indianocéanie » s'effectue dans des colloques et des manifestations qui ne répondent que partiellement aux attentes du Hcéres ; du fait de l'insuffisance de la diversité des participants et d'un caractère international limité, ils ne correspondent pas à la définition d'événements scientifiques « majeurs ». Sur les 52 communications recensées par l'unité (mais certaines sont comptabilisées deux fois, sous deux noms différents d'auteur pour une même participation), seule une douzaine répondent à ce critère, soit moins d'un quart. En outre, si les invitations à des congrès internationaux attestent bien un certain rayonnement scientifique, elles font cependant partie du travail scientifique attendu d'un enseignant-chercheur. Un seul membre de l'unité participe à des comités de revues référencées. Or, le dossier d'autoévaluation fait état de plusieurs revues de géographie auxquelles « plusieurs membres font partie » : vérifications faites, et après confirmation par des échanges entre le comité et la direction, celle-ci a reconnu une erreur. Seuls deux enseignants-chercheurs participent à des missions d'expertise nationale : un a été membre du CNU durant la période considérée, un autre est membre du comité d'évaluations au CNRS, et un (le même que celui siégeant au CNU) a été membre expert d'un comité de visite du Hcéres dans une unité à Toulouse.

Trois enseignants-chercheurs ont bénéficié de bourses de mobilité, d'invitation en tant que chercheur à l'étranger (en Allemagne, en Thaïlande et en Afrique du Sud), ce qui est bien mais de nouveau très concentré sur les mêmes personnes.

L'unité fait face à une baisse continue de ses effectifs, en raison des départs à la retraite non remplacés, ce qui entraîne également une baisse de sa dotation. C'est l'une des causes du déséquilibre entre nombre d'enseignants-chercheurs géographes et historiens, en défaveur des seconds (sept et trois). En outre, l'unité n'a qu'un seul personnel d'appui à la recherche, qui s'occupe exclusivement de gestion financière et qui plus est à 50 % de son temps de travail. Or il lui faut satisfaire à de nouvelles obligations : l'unité a besoin d'un appui pour répondre aux appels à projets et aux enjeux des attentes en termes de politique éthique et de science ouverte. En l'état, il est difficile pour l'unité de satisfaire à ces nouvelles obligations réglementaires. Elle n'a pas non plus de support de poste destiné à la gestion administrative au quotidien, ce qui fait reposer tout ce travail sur la direction.

Si la politique menée en matière de réponse aux appels à projets a porté ses fruits en termes d'accroissement sensible des ressources financières de l'unité, la nature des programmes montre la domination de deux contrats européens qui ne sont pas spécifiquement orientés en direction de la recherche. En effet, le MIC Tanzanie dépend du dispositif Erasmus+ qui concerne les domaines de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, fondé sur des bourses de mobilité d'étude ou de stages dédiées d'abord aux étudiants, même s'il n'exclut pas les personnels de l'enseignement et de la recherche. Quant à PATRIM-OI – qui représente à lui seul 60 % des ressources propres de l'unité –, il s'agit d'un projet FEDER/INTERREG et donc d'un contrat avec les collectivités territoriales dont les objectifs premiers sont d'apporter des réponses opérationnelles, et dans lesquels la recherche n'est pas centrale. Si les objectifs des programmes INTERREG 2021-2027 – domaines de la préservation de la biodiversité, de la mobilité, de la lutte contre le changement climatique ou de l'emploi – entrent largement en résonance avec les axes du projet scientifique – passé et à venir – de l'unité, ils cherchent à répondre à des préoccupations de coopération territoriale en vue d'apporter des réponses à des besoins et problèmes communs.

Alors que l'unité est absente des partenariats avec l'environnement socio-économique et culturel, au sens des critères du Hcéres, elle bénéficie d'un financement de l'Agence française de développement (AFD) pour le projet « Cartographie de l'Indianocéanie ». Ici aussi, le comité souligne que ce dispositif finance et accompagne des projets de développement locaux plus que des projets de nature scientifique.

L'essentiel des contrats obtenus en recherche fondamentale le sont à travers les réponses aux appels à projets internes à l'Université de La Réunion. Les ressources sont pour l'essentiel tirées de l'OSOI. Le comité souligne que, sur les cinq soutiens obtenus, quatre le sont en histoire et avec le même porteur de projet pour trois d'entre eux, montrant un certain manque de diversité thématique et personnelle, situation analogue à celle de l'implication dans des responsabilités éditoriales ou de participation dans des instances nationales.

DOMAINE 3 : PRODUCTION SCIENTIFIQUE

Appréciation sur la production scientifique de l'unité

La production scientifique de l'OIES se caractérise par un nombre important de publications et d'organisations de manifestations. Cependant, elle souffre d'un manque de diversité des supports de publication. En outre, la majorité des revues où publient les enseignants-chercheurs de l'unité ne sont pas reconnues comme ayant une valeur scientifique internationale. Cela participe à l'invisibilisation de la diffusion des résultats de la recherche, accrue par l'insuffisance de l'organisation de manifestations et de publications en anglais. Or cela permettrait de plus développer les liens avec l'Inde ou les pays de la SADC en Afrique.

- 1/ La production scientifique de l'unité satisfait à des critères de qualité.*
- 2/ La production scientifique de l'unité est proportionnée à son potentiel de recherche et correctement répartie entre ses personnels.*
- 3/ La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte. Elle est conforme aux directives applicables dans ce domaine.*

Points forts et possibilités liées au contexte pour les trois références ci-dessus

L'unité de recherche affiche une production scientifique importante dans des domaines scientifiques variés. Ces derniers sont ancrés dans les débats des différentes communautés scientifiques auxquelles les enseignants-chercheurs appartiennent, mais aussi dans les enjeux de son environnement institutionnel, socio-économique et culturel, ce que les six thèmes principaux auxquels ils se rattachent révèlent : l'histoire et la diplomatie et les relations internationales, à La Réunion et dans l'Océan Indien notamment, l'histoire de l'esclavage et de la colonisation, la géographie et le développement régional dans l'océan Indien, le tourisme et le patrimoine, les transports et la mobilité, la santé publique et la géographie de la santé, le changement climatique et les impacts sur l'environnement. Au sein de ces thèmes, on mesure l'inflexion prise en géographie depuis le précédent contrat quinquennal, matérialisée par des projets portés concernant les changements environnementaux et, plus généralement, sur l'étude des vulnérabilités des populations liées aux changements globaux.

Cela trouve une traduction directe dans les publications des membres de l'unité, nombreuses. En prenant en compte la totalité des publications mentionnées, même si le comité a constaté que douze d'entre elles ne relevaient pas de membres de l'unité au sens réglementaire et que deux étaient comptées deux fois (erreurs qui ont été reconnues et corrigées sans difficulté par la direction), on relève 79 articles dans des revues à comité de lecture (sur 91 articles initialement recensés au total), neuf ouvrages, 39 chapitres de livres. Le comité attire particulièrement l'attention sur les 53 productions écrites dans des actes de colloques ou de congrès dont plus de la moitié a été réalisée à l'extérieur à La Réunion et dans un contexte international : d'abord en France métropolitaine (22) – avec une dominante parisienne (11) –, puis à l'étranger : États-Unis (3), Tanzanie (2), Canada (1), Allemagne (1), soit une proportion d'un peu plus de 13 % des publications. Des revues internationales de renom sont citées : *Diasporas*, *Outre-mers* et *17^e siècle* pour les historiens, *Annales de géographie*, *PLOS*, et *Marine Policy*, pour les géographes. Deux chapitres d'ouvrage sont également publiés chez Springer.

Les ouvrages collectifs fournissent aussi l'occasion de révéler les liens réels de travail entre les membres de l'unité et le caractère pluridisciplinaire – voire interdisciplinaire –, des travaux, notamment dans le domaine revendiqué de « l'Indianocéanie ». La mise en avant, dans le portfolio, du colloque « Nommer l'Indianocéanie » en représente une illustration. Ils sont aussi le moyen de développer une approche collective des échanges internationaux, comme l'illustrent les actes du colloque « Le Mozambique et canal du Mozambique », lui aussi mis en avant dans le portfolio.

Afin d'accroître la visibilité des résultats de la recherche des chercheurs de l'université de La Réunion et, plus largement, de ceux de la zone de l'Océan Indien, plusieurs supports de diffusion scientifique ont été créés ou sont montés en puissance. L'unité s'est davantage appuyée sur les structures existantes, particulièrement sur la

Revue historique de l'Océan Indien – qui paraît depuis 2005 à l'initiative de l'Association historique internationale de l'Océan Indien. Elle a ensuite su participer à la montée en puissance des Presses Universitaires Indianocéaniques – nées en 2017. Enfin, à l'initiative de structure fédérative de recherche Observatoire des Sociétés de l'Océan Indien (OSOI)-FED4127 de l'université de La Réunion, les Carnets de Recherches de l'océan Indien ont vu le jour en 2017 et ont été rattachés aux Presses universitaires Indianocéaniques.

Concernant l'insertion des doctorants dans la participation aux activités scientifiques de l'unité et l'encouragement à publier, huit doctorants (cinq en géographie, trois en histoire) ont publié durant la période considérée, dont deux dans des articles à plusieurs auteurs dans des revues internationales référencées. En outre, leur dynamisme est visible à travers les cinq posters réalisés par l'unité, dans lesquels tous impliquent au moins un doctorant. Deux de ces posters ont été présentés à l'étranger, deux à Madagascar et un aux États-Unis.

En ce qui concerne le respect des principes de la science ouverte portant sur le partage large et rapide des « publications, méthodes, données publiables, codes et autres éléments constitutifs de la démarche scientifique », l'unité bénéficie de l'appui du Service Commun de la Documentation, opérateur de la politique de science ouverte de l'université de La Réunion. Les actions majeures consistent dans la mise en place du dépôt des publications sur HAL, dans l'accompagnement du passage des revues de l'unité en accès ouvert, avec une attention spécifique pour les Presses Universitaires Indianocéaniques. L'unité mène une sensibilisation afin d'éviter les revues prédatrices.

Points faibles et risques liés au contexte pour les trois références ci-dessus

La production scientifique de l'unité souffre singulièrement d'un manque de diversité des supports de publication et de reconnaissance scientifique institutionnelle ; elle s'accroît même depuis la dernière évaluation du fait, notamment, de la place prise par les structures de publications liées directement ou indirectement à l'université de La Réunion. En effet, près de 60 % des articles sont parus dans la Revue historique de l'Océan Indien (29 soit 36 % de l'ensemble) et dans les Carnets de Recherches de l'Océan Indien (17 soit 21 % de l'ensemble). En y ajoutant les neuf publications dans Travaux & documents, on compte plus de 70 % des publications sur seulement trois supports dont aucun ne peut être considéré comme ayant une valeur internationale. Ajoutons que les annonces, les mots introductifs, les comptes-rendus, certaines introductions et interviews, ne peuvent tenir lieu de publications scientifiques.

Cette carence en nombre de publications sur des supports de qualité est juste tempérée par quatre parutions, dans le support reconnu et clairement identifié pour les historiens de l'unité, dans Outre-Mers. Revue d'Histoire. On peine ensuite à recenser les revues généralistes ou spécialisées et reconnues par la communauté scientifique ; ainsi, de niveau international, on ne peut guère qu'ajouter une parution dans Diasporas, pour les historiens, et quatre autres dans les Annales de géographie, ainsi que PLOS, et Marine Policy, pour les géographes. Parmi les autres revues reconnues à l'échelle nationale figurent EchoGéo, Theoretical Climatology et 17^e siècle. Sur l'ensemble du contrat, un seul numéro spécial de revue a été dirigé par un enseignant-chercheur de l'unité (EchoGéo).

Le manque de diversité concernant les supports de publication est aussi observable dans l'édition de livres et de chapitres de livres. En ce qui concerne les éditions à strict caractère scientifique, les Presses universitaires indianocéaniques dominent nettement avec quatre ouvrages et sept chapitres de livres. La diversification en la matière repose sur seulement deux ouvrages, tous deux parus aux Presses universitaires de Rennes, et sur ces chapitres édités dans des volumes de cette même maison, l'essentiel étant regroupé au sein des actes du colloque au titre : Les voyageuses dans l'Océan Indien, XIX^e-première moitié du XX^e siècle. Identités et altérités.

Ici aussi, la question de la reconnaissance scientifique est posée. C'est le cas en ce qui concerne les trois ouvrages publiés par le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement (CCEE) ; ce type d'édition s'apparente davantage à la diffusion des savoirs dans l'environnement institutionnel, socio-économique et culturel de l'unité qu'à une publication scientifique à visibilité internationale. De la même manière les chapitres de manuels destinés à la préparation des concours de l'enseignement secondaire (CAPES et agrégation) – dont les éditeurs sont Ellipses (2), Atlantique (1), Armand Colin (1) – ne peuvent être comptabilisés comme des publications scientifiques. La carte de l'Indianocéanie présentée dans le portfolio s'avère à visée plus politique et institutionnelle que strictement scientifique en raison des choix thématiques qu'elle présente. Il s'agit de la première production mise en avant de manière forte et soutenue dans le texte du DAE. S'il s'agit d'une mise en avant de compétences cartographiques, ainsi que d'un support aisément diffusible et reproductible en différentes tailles dans des instances extra-universitaires, la plus-value analytique n'est pas perceptible et cette carte ne correspond pas aux critères de reconnaissance par les pairs.

Concernant l'insertion des doctorants dans la production scientifique et l'encouragement à publier avant la soutenance, trop peu d'entre eux (six à huit sur la période considérée, selon la manière de décompter) ont publié au moins un article scientifique dans une revue référencée durant le doctorat, alors qu'il s'agit d'une

attente forte en histoire et d'une obligation en géographie pour obtenir la qualification dans les sections du CNU concernées.

Enfin, la capacité à maintenir l'effort de publication tient à la masse critique des titulaires. Or, le nombre d'enseignants-chercheurs se limite à 11 jusqu'en 2023 tout en étant marqué par une tendance drastique à la baisse, que l'unité déplore : 18 en 2013, 14 en 2018. Cela rend fragile la réussite des objectifs communs et individuels, d'autant plus que deux enseignants-chercheurs n'ont pas publié sur la période, soit 20 % de l'effectif des enseignants-chercheurs. Des doctorants ont participé à un colloque international ou à une journée d'études, cependant en faible nombre (neuf).

DOMAINE 4 : INSCRIPTION DES ACTIVITÉS DE RECHERCHE DANS LA SOCIÉTÉ

Appréciation sur l'inscription des activités de recherche de l'unité dans la société

L'unité se montre ouverte à la recherche des contrats, aux valorisations de sa recherche et aux expertises en lien avec la société comme en atteste une dizaine de projets de thèses et d'actions menées auprès des institutions régionales. Toutefois et compte tenu des potentialités qu'offrent les compétences de recherche et d'expertise de l'unité en lien avec l'actualité, ainsi que des recherches menées en son sein sur la dimension culturelle et l'histoire de l'esclavage, le comité considère que ses activités de recherche peuvent être encore davantage inscrites dans la société.

- 1/ L'unité se distingue par la qualité et la quantité de ses interactions avec le monde non académique.*
- 2/ L'unité développe des produits à destination du monde culturel, économique et social.*
- 3/ L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.*

Points forts et possibilités liées au contexte pour les trois références ci-dessus

La « liste nominative des doctorants de l'unité du 01/01/2018 au 31/12/2023 » recense 40 personnes dont nous connaissons la nature du financement de la thèse pour 39 d'entre eux ; elle révèle les interactions avec le monde non académique à travers des contrats de statuts variés. On y compte, notamment, sept contrats passés avec les collectivités territoriales ou locales (18 % des thèses). Le dossier d'autoévaluation fait ensuite mention de deux contrats sur dispositif Cifre. L'une est menée avec la Semader (Société d'Économie Mixte d'Aménagement de Développement et d'Équipement de La Réunion), travaillant sur l'établissement d'une nouvelle grille de notation de l'écoquartier en milieu tropical. L'autre l'est avec le Conservatoire du Littoral (antenne de La Réunion) en lien avec le projet « Savanes », consistant en la mise en œuvre et la coordination d'expérimentations pyro-pastorales pour contrôler les processus d'enrichissement de la savane sur le site du Cap la Houssaye.

Concernant les produits à destination du monde culturel, économique et social, le comité note l'apport d'expertise à la commune de Saint-André dans l'élaboration de son projet portuaire (projet de création d'un port de commerce dans l'est de la Réunion), entre 2017 et 2020. La carte de l'Indianocéanie a connu une large diffusion dans les instances officielles à La Réunion.

En matière de partage des connaissances avec le grand public, le comité relève que l'unité s'est impliquée, au sein du projet « Savanes », dans une exposition (aux contenus variés incluant la vidéo), organisée à la mairie de Saint-Paul où des activités et des animations ont été réalisées sur site auprès de publics variés.

Points faibles et risques liés au contexte pour les trois références ci-dessus

Comme l'unité le reconnaît elle-même dans le dossier d'autoévaluation, « les recherches menées au sein de l'unité sur la dimension culturelle et l'histoire de l'esclavage sont une force pour s'ancrer assez facilement dans le monde non académique de La Réunion du fait du passé colonial de l'île. » De la même manière, il y est écrit que « les compétences des membres de l'unité sur les questions d'actualité comme la vulnérabilité socio-

économique des territoires, la préservation du patrimoine, le changement climatique, les risques sanitaires y compris le risque requin à La Réunion ont été bien valorisées dans le monde non académique. » Pourtant, il est conclu que « les actions en faveur du monde non académique restent ponctuelles. » Si l'unité fait état, pour justifier de cette situation, de la place occupée par les « charges d'enseignement et de recherche », le comité remarque que des efforts auprès des collectivités locales et territoriales sont entrepris et portent leurs fruits et qu'il pourrait en être de même avec le « monde de l'entreprise ».

Cela aurait l'avantage d'offrir davantage de possibilités de financements de thèses, l'unité observant que dix-neuf doctorants (soit 48,7 % des thèses pour lesquelles nous connaissons l'origine des financements ou de leur absence) ne disposent pas de ressources identifiées. À ce sujet et au vu de l'effectif représenté, le comité s'interroge sur les moyens dont les doctorants disposent pour assurer leurs moyens d'existence. Les allocations régionales de recherche (ARR) présentent l'inconvénient majeur de ne pas être des contrats de travail et donc de ne pas ouvrir les droits afférents (notamment au chômage) et d'être d'un montant restant inférieur au contrat doctoral national (1 200 € net par mois durant la période du contrat – une revalorisation à 1 500 € a eu lieu depuis).

En matière de partage des connaissances avec le grand public et d'intervention dans des débats de société, l'unité ne paraît pas s'investir dans l'organisation de manifestations à destination du grand public. On ne compte qu'une action portant sur la médiation scientifique à travers la production d'un contenu scientifique sur les transports maritimes et activités portuaires dans l'Océan Indien. Enfin, la rédaction d'un chapitre de manuel de géographie de classe de 3^e ne peut tenir lieu d'action de sensibilisation à destination d'élèves.

ANALYSE DE LA TRAJECTOIRE DE L'UNITÉ

Le but affiché est « créer plus d'interactions entre historiens et géographes », dans la lignée de la fusion des deux centres de recherche séparés, qui a été mise en œuvre depuis les années 2010, mais qui in fine n'est opérationnelle que depuis le début des années 2020. Cela passe par l'identification de thématiques communes et par des travaux interdisciplinaires. Le comité salue le choix du nom de l'unité, très fédérateur et témoignant bien de cette volonté.

Une thématique transversale pour le prochain contrat est celle des risques et des vulnérabilités. L'autre mot-clé mis en avant est « patrimoine », entendu dans une acception très extensive, allant du patrimoine naturel au patrimoine culturel et mémoriel, ainsi qu'immatériel.

Un programme de recherche sur le « patrimoine culturel et naturel, mise en valeur touristique et vulnérabilité des territoires de l'OI » est notamment soumis.

L'unité décline son projet scientifique en trois axes :

1. Patrimoine et paysage. Il s'agit notamment de promouvoir un décloisonnement de l'approche patrimoniale en sciences humaines, à travers « l'hybridation patrimoniale », qui permettrait de lier des objets paysagers, ou construits, voire immatériels, avec des méthodes à la fois historiques et géographiques. L'ensemble gagnera à être clarifié au fur et à mesure que les recherches se développeront.

2. Mobilités, connexions. L'approche, mixte également entre historiens et géographes, consiste à étudier de manière très large les circulations anciennes comme contemporaines de l'océan Indien (de personnes, de marchandises, d'idées). Les objets d'étude identifiés sont les interfaces comme les ports, les flux, les routes. L'approche par les connexions, en particulier inter-coloniales (ou trans-coloniales) s'avère heuristiquement très riche et est gagnée à être développée du point de vue épistémologique et à faire l'objet de publications novatrices, possiblement collectives.

3. Environnement socio-spatial : interactions homme/milieux/sociétés. Le projet consiste à étudier la question de la disponibilité en eau, de l'évolution des paysages et des sols dans un contexte de variabilité climatique. Les historiens entrent dans cette thématique par l'histoire environnementale, champ en plein essor au niveau international. Un champ en géographie des maladies est également annoncé, en prolongement de l'existant.

L'unité identifie ses partenaires avec lesquels elle veut « consolider ses partenariats » : Madagascar, Maurice, Mozambique, Afrique du Sud et Inde. Cela se concrétisera notamment par un financement INTERREG obtenu pour la période 2025-2028, d'un montant de près de 400 k€, afin de réaliser un atlas de la région du sud-ouest de l'Océan Indien (programme Val-TER). Elle affiche également une volonté de développer les liens avec l'est de l'Océan Indien, les outre-mer français du Pacifique occidental et l'Australie. Ces projets ne sont pas très aboutis et leurs contours ne sont pas clairement définis. Pour les universités australiennes, la question, déjà soulevée, de la production scientifique en anglais, doit être prise en compte. En l'état actuel des forces de l'unité, seuls deux à trois enseignants-chercheurs publient dans cette langue. En soi, ce n'est pas un problème, notamment si la dimension internationale est compensée par des travaux dans d'autres langues scientifiques, mais, pour collaborer avec l'Australie, c'est indispensable.

Parmi les projets concrets à mettre en œuvre figure la refonte du site internet, qui présente toujours l'ancienne direction, et, surtout, les deux équipes séparées, Cregur et Cesoi. C'est une priorité car le fait qu'il ne soit pas mis à jour depuis de nombreuses années porte préjudice à l'image et à la visibilité de l'unité. Le défi principal demeure l'évolution du nombre d'enseignants-chercheurs, en baisse régulière depuis quinze ans, moins de membres titulaires impliquant également moins de doctorants à terme. Or, étant donné la localisation géographique de l'unité, il est difficile pour elle d'attirer des rattachements de membres extérieurs qui seraient intéressés par leur projet scientifique en dehors des recrutements d'enseignants-chercheurs.

La trajectoire prévisible de l'unité OIES est celle d'une consolidation de la fusion engagée au début des années 2010 entre le centre de recherches en histoire et celui en géographie. Le bilan démontre une réelle volonté de travailler ensemble, un dynamisme, une confiance et une collégialité retrouvées ainsi qu'une prise de conscience des enjeux de la recherche collective au sein d'une unité désormais réellement unifiée dans les faits, qu'il s'agisse du projet scientifique ou du fonctionnement au quotidien (budget commun et distribué de manière égalitaire et transparente). Le comité est confiant dans la trajectoire durant les prochaines années d'un collectif qui se (re)construit. OIES doit continuer à se développer, en interne comme en externe en travaillant sa visibilité régionale d'une part et internationale d'autre part dans les pays de l'Océan Indien, français comme étrangers, francophones comme anglophones et lusophones, en s'appuyant sur le fait qu'il s'agit de la seule unité de recherche en sciences humaines et sociales dans une université francophone de la région.

RECOMMANDATIONS À L'UNITÉ

Recommandations concernant le domaine 1 : Profil, ressources et organisation de l'unité

Le comité recommande la poursuite de la réflexion sur l'orientation thématique de l'unité, de deux manières. Tout d'abord en n'hésitant pas à resserrer les ambitions thématiques affichées, lesquelles sont très étendues par rapport au nombre de membres permanents à même de mener ces recherches, en particulier en histoire. Ensuite en considérant de façon plus explicite l'Indianocéanie comme un cadre, à la fois géographique et partant, régional, institutionnel et politique et enfin culturel, plutôt que comme une notion scientifique. Cela permettra aux enseignants-chercheurs de consacrer leurs efforts de recherche aux thématiques nouvelles ou en développement déjà bien identifiées. Le fonctionnement institutionnel de l'unité doit continuer à être amélioré avec la mise en place d'un conseil de laboratoire (élections, vote, réunions régulières avec ordre du jour) et l'organisation d'événements fédérateurs pour ses membres qui doivent permettre une vie de laboratoire plus développée et une intégration accrue des doctorants (notamment en proposant un livret d'accueil). Le comité recommande également, même s'il est conscient du défi que cela représente, de renforcer les collaborations scientifiques entre historiens et géographes et, au-delà, avec les autres sciences humaines et sociales de l'université. Le comité recommande enfin de poursuivre la dynamique engagée de réponse à des appels à projets qui a été développée avec un grand succès.

Recommandations concernant le domaine 2 : Attractivité

Le comité encourage l'unité à poursuivre l'effort de réponse aux appels à projets. À ce sujet, il paraît judicieux de continuer à cibler les financements européens de type FEDER, comme ceux dépendant des collectivités territoriales ou des associations. Il est aussi souhaitable de mieux exploiter les dispositifs offerts par l'université de La Réunion, en particulier les appels à projets lancés par la fédération de recherche OSOI. L'effort le plus important consistera à accroître sensiblement les dépôts de projets dans le domaine de la recherche fondamentale, en particulier en répondant davantage, en tant que porteur, à des dispositifs nationaux et internationaux : projets financés par l'Agence nationale de la Recherche, par les agences de programmes, par les fondations nationales. Ce pourrait être l'occasion d'augmenter le pourcentage de doctorants financés, qui reste un point faible, comme très souvent en SHS. L'attractivité doit aussi être développée à l'échelle internationale, tout particulièrement au sein des environnements de l'océan Indien, notamment des espaces anglophones. La prise de responsabilité de davantage d'enseignants-chercheurs dans les instances internationales scientifiques ou d'évaluation nationale doit aussi être accrue afin d'accroître la visibilité et le rayonnement scientifique des membres de l'unité.

Recommandations concernant le domaine 3 : Production scientifique

Afin de gagner en visibilité, le comité encourage vivement les enseignants-chercheurs de l'unité à rééquilibrer leur production scientifique. Pour cela, il les incite à réduire sensiblement le nombre des publications dans les supports non reconnus par la communauté scientifique internationale pour concentrer leurs efforts dans l'édition d'articles destinés à des revues référencées internationalement, qu'elles soient généralistes ou spécialisées, en français ou non (en allemand ou en portugais notamment, pour s'appuyer sur les membres actuels). Afin d'accroître le rayonnement international de l'unité et la diffusion des résultats de la recherche, le comité encourage à augmenter les manifestations et les publications en anglais – ou français-anglais –, ce qu'imposent les relations avec l'Afrique anglophone, les Seychelles, l'Inde, afin de gagner en visibilité auprès de ces partenaires. L'incitation aux traductions par un budget dédié de l'unité doit être tentée. Les enseignants-chercheurs sont également encouragés à s'impliquer davantage dans des instances nationales de la recherche, ou d'évaluation de celle-ci (devenir membres permanents de comités de revues reconnues, siéger au CNU ou au CoNRS, participer à des jurys de thèse ou d'HDR, par exemple). Enfin, l'intégration des doctorants dans l'organisation de manifestations scientifiques et le nombre de leurs publications doivent être sensiblement développés.

Recommandations concernant le domaine 4 : Inscription des activités de recherche dans la société

Au vu de la proportion importante de thèses non financées (près de la moitié), le comité encourage vivement l'unité à explorer davantage les dispositifs offerts par l'ANRT avec les contrats doctoraux sur dispositif Cifre, aussi bien dans la recherche de financement auprès du monde de l'entreprise que des institutions publiques et parapubliques. Les compétences des membres de l'unité sur les questions d'actualité ainsi que les recherches menées en son sein sur la dimension culturelle et l'histoire de l'esclavage doivent permettre au laboratoire de

développer des produits à destination du monde culturel, économique et social ainsi qu'à partager, davantage, ses connaissances avec le grand public et intervenir dans des débats de société contemporains, sur lesquelles ils ont beaucoup à dire (histoire et mémoire de l'esclavage et de la colonisation, patrimoines locaux, conséquences des pratiques touristiques, vulnérabilités environnementales, dont climatiques et sanitaires, par exemple).

DÉROULEMENT DES ENTRETIENS

DATE

Début : 29 janvier 2025 à 7 h 30

Fin : 29 janvier 2025 à 15 h 30

Entretiens réalisés en distanciel

PROGRAMME DES ENTRETIENS

Heure d'Europe centrale (UTC+01:00)

- 07h30-07h45** Vérification du bon fonctionnement technique des dispositifs
- 07h45-08h00** Réunion de démarrage du comité d'experts à huis clos en présence du conseiller scientifique
- 08h00-08h20** Entretien à huis clos avec la direction actuelle de l'unité
- 08h20-09h50** Réunion plénière en présence de l'ensemble des membres de l'unité de recherche
- 09h50-10h50** ***Pause déjeuner de l'unité***
- 09h50-10h20** ***Pause du comité***
- 10h20-10h50** Réunion du comité d'experts à huis clos en présence du conseiller scientifique
- 10h50-11h20** Entretien à huis clos avec les membres du conseil de laboratoire
- 11h20-12h00** Entretien à huis clos avec les personnels chercheurs et enseignants-chercheurs statutaires
- 12h00-12h40** Entretien à huis clos avec les doctorants et les post-doctorants
- 12h40-13h40** ***Pause déjeuner du comité***
- 13h40-14h00** Entretien à huis clos avec les personnels d'appui à la recherche
- 14h00-14h30** Entretien à huis clos avec les représentants des tutelles
- 14h30-15h00** Entretien à huis clos du comité d'experts en présence du conseiller scientifique
- 15h00-15h30** Entretien à huis clos avec la direction actuelle et future de l'unité
- 15h30** Fin de la journée d'entretiens

OBSERVATIONS GÉNÉRALES DES TUTELLES

La Réunion, le 21 Mars 2025

Objet : Rapport HCERES – DER- PUR260025076 – OIES – UR12

Monsieur le Directeur,
Cher collègue,

L'Université de La Réunion a pris connaissance du rapport d'évaluation de l'Unité de Recherche OIES. Nous tenons à remercier vivement le comité d'expert-es et sa Présidente, Madame Catherine FOURNET-GUÉRIN, pour la qualité des travaux et échanges menés ainsi que pour la richesse du rapport qui a été rédigé, à la suite de la visite en distanciel du comité, le 29 janvier 2025.

Nous vous informons que la direction de l'unité a fait quelques observations de portée générale et une demande de précision dans le rapport (page 10) :

« Un budget est alloué aux doctorants [...] ce qui est **conséquent à l'échelle des ressources du laboratoire mais dérisoires au regard des tarifs des billets d'avion pour les mobilités régionales et internationales** »

L'établissement signale de mettre en page 4 le label et numéro de l'unité (UR 12) et n'a pas observations de portée générale à apporter.

Au nom de l'Université de La Réunion, je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pr Jean-François HOARAU
Président de l'Université

Par délégation du Président de l'université,
Le vice-Président du Conseil d'Administration
en charge de la Recherche et de la Valorisation



Dr. HDR Dani OSMAN

Unité de recherche OIES (Océan Indien : Espaces et Sociétés)

Directeur : Yao Téléphore Brou

Directrice-adjointe : Indravati Félicité

contact: telesphore.brou@univ-reunion.fr

Saint Denis le 16/03/2025

Observations de portée générale sur le rapport d'évaluation

L'OIES remercie l'HCERES pour cette évaluation approfondie qui met en évidence les avancées réalisées par le laboratoire depuis la dernière évaluation, ainsi que les défis qui subsistent. Ce retour constitue une opportunité pour renforcer la dynamique engagée et réorienter les axes stratégiques pour le développement de notre laboratoire.

L'OIES prend note des points de vigilance soulevés par l'HCERES et s'engage à poursuivre ses efforts pour renforcer la visibilité scientifique du laboratoire. L'unité reconnaît, en effet, la nécessité d'accroître les publications dans des revues à comité de lecture nationales et internationales reconnues dans nos disciplines.

L'OIES reconnaît également la nécessité de moderniser son site web, qui constitue un élément essentiel de sa communication et de sa visibilité, tant au niveau national qu'international.

Par ailleurs, l'OIES prend pleinement en compte l'observation de l'HCERES sur la dispersion thématique de ses recherches. L'unité poursuivra ses réflexions pour recentrer ses thématiques afin de renforcer la cohérence de son projet scientifique et d'assurer une meilleure lisibilité de ses axes de recherche en tenant compte aussi de ses capacités en enseignants-chercheurs.

L'unité mettra également en œuvre les recommandations de l'HCERES pour continuer d'améliorer son fonctionnement interne. L'unité poursuivra ainsi le travail afin de rendre plus claires les règles de procédures pour la gestion et le fonctionnement du laboratoire. Dans la même perspective, l'unité formalisera les réunions de conseil de laboratoire.

Enfin, l'unité reste très attentive aux recommandations de l'HCERES souhaitant vivement le recrutement d'un personnel du type ingénieur d'étude ou de recherche et de l'augmentation du nombre de contrats doctoraux et engagera une discussion avec les instances compétentes au sein de l'Université en ce sens.

Université de la réunion
Centre Océan Indien
Espaces et Sociétés (OIES)
Le Directeur
Professeur Yao Téléphore BROU



Les rapports d'évaluation du Hcéres
sont consultables en ligne : www.hceres.fr

Évaluation des universités et des écoles

Évaluation des unités de recherche

Évaluation des formations

Évaluation des organismes nationaux de recherche

Évaluation et accréditation internationales



19 rue Poissonnière
75002 Paris, France
+33 1 89 97 44 00

